

N°1 – Octobre 1998

Editorial

Vous tenez en main le tout premier exemplaire du journal Rebonds, le journal des séminaires et formations. Désormais, la petite balle magique tracera un fil rouge à travers les formations et les séminaires de recherche du Pôle de Philosophie sociale.

Rebonds poursuit la réflexion initiée lors des formations et séminaires, à travers des compte rendus critiques et des reprises synthétiques des débats amorcés. Il vise également à donner à chacun des outils « pour aller plus loin » dans l'analyse et/ou dans l'action.

En faisant écho à une journée de formation inter-mouvement destinée aux formateurs et animateurs du M.O.C., Rebonds se situe d'emblée dans le cadre de la nécessaire évolution de la militance traditionnelle face à la mouvance des publics que croisent les mouvements d'animation socioculturelle et d'éducation permanente. Le texte de cette intervention constitue un outil de base pour l'itinéraire de réflexion que tente d'initier le Pôle de Philosophie sociale.

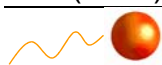
Suivre le mouvement ou ramer à contre-courant : le dilemme de l'Education permanente

Echos de la formation inter-mouvements du M.O.C.

DANS CE NUMERO

Les organismes d'Education permanente sont confrontés à de nouveaux publics et de nouvelles demandes. Celles-ci apparaissent plus sporadiques et ponctuelles que par le passé. Face à celles-ci, que faire ? L'éducation permanente doit-elle se transformer en processus d'appoint ou, au contraire, doit-elle maintenir son utopie d'un changement de société ?

Ce numéro reprend le texte de l'intervention de Muriel Ruol à la journée inter-mouvement organisée par le CIEP (MOC) le 27 mars 1997.



L'objectif de ce texte est double: tout d'abord, il vise à permettre une appropriation par chacun des conclusions essentielles du séminaire de recherche des 18 et 19 septembre 1995¹; ensuite et surtout, il tente de dégager de ces conclusions des pistes concrètes pour le travail en atelier, en se centrant sur les questions que se posent les animateurs et les formateurs, face aux changements de publics, de motivations et d'attitudes auxquels ils sont confrontés chaque jour.

**I. CONCLUSIONS ESSENTIELLES DU SÉMINAIRE
DE RECHERCHE : « L'ÉDUCATION PERMANENTE,
20 ANS APRÈS. QUESTIONS DES ACTEURS
PÉDAGOGIQUES »**

Tenter de dégager les conclusions essentielles du séminaire de recherche, en vue d'une appropriation visant le concret des pratiques, est donc le pari du présent document de travail.

Au premier abord, l'effort d'élaboration théorique accompli dans le cadre du séminaire se laisse difficilement synthétiser¹. Néanmoins, il nous semble possible de se réapproprier l'essentiel de la démarche, tout en s'épargnant l'effort onéreux d'accomplir l'ensemble du parcours.

Dans cette optique, une porte d'entrée intéressante à l'ensemble de la démarche accomplie est le parti-pris du séminaire de partir des interrogations et interprétations des acteurs pédagogiques pour dégager des pistes de réflexion. Prendre au sérieux ce parti-pris permet en effet de sélectionner parmi les différents concepts avancés,

¹ Je renvoie au texte initial les lecteurs courageux. Le sens de cette démarche consistait à partir des constats faits par les différents acteurs pédagogiques, ainsi que des interprétations qu'ils en élaboraient spontanément, pour risquer une formalisation des intuitions mises en avant grâce à un renvoi critique à certains constats et certaines évidences visant à dégager en commun de nouvelles pistes de réflexion.

ceux qui nous permettront d'apporter des éléments de réponse aux trois questions suivantes²:

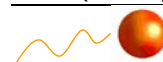
- K1.** Comment faire face à des publics, des motivations en changement?
- K2.** Réinventer des méthodes?
- K3.** Qui détient le savoir en EP? Vers une expertise de nos pratiques...

1. Comment faire face à des publics, des motivations en changement? Partir des demandes sociales pour ré-interroger le modèle idéal de militance

Pour caractériser les demandes des acteurs rencontrés dans le cadre des activités d'Éducation permanente, les mêmes adjectifs reviennent souvent: "ponctuel", "limité", "sporadique" et "concret". Par ces termes, les intervenants signalent que les attentes explicitées par les publics portent souvent sur des apports limités qui prennent la forme d'appoints. Alors, *l'Éducation permanente serait-elle devenue un processus d'appoint?*

A l'arrière-plan de cette question provocatrice, une évidence à ré-interroger: « militance rime-t-il nécessairement avec adhésion de long

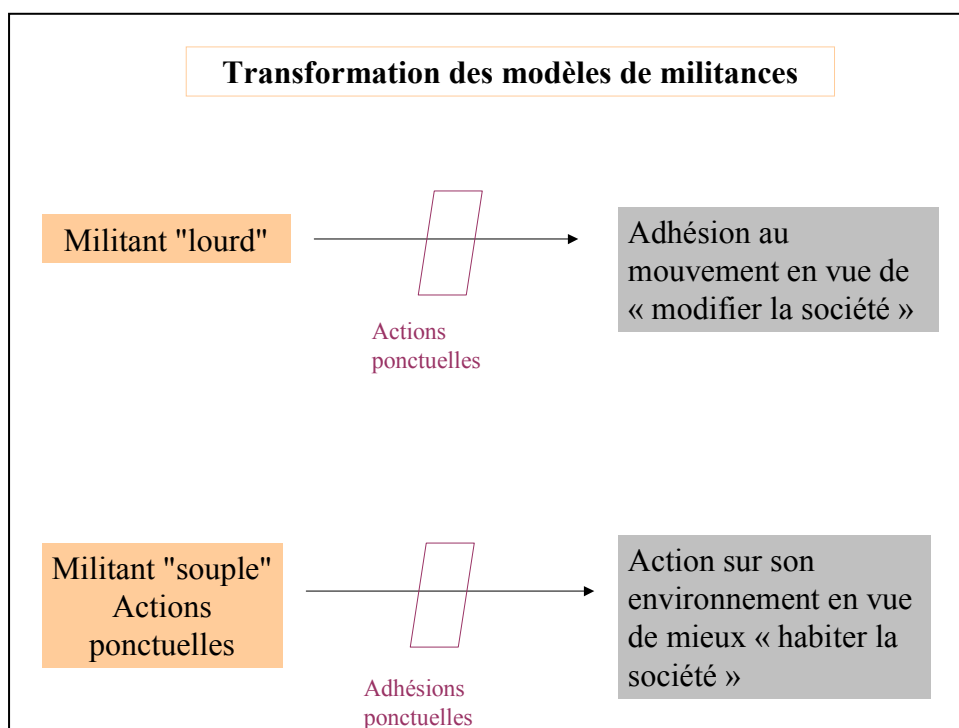
² Il s'agit des questions reprises sur l'invitation.

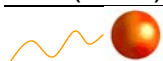


terme? » N'avons-nous pas, caché dans un coin de notre tête, un modèle idéal de militance par rapport auquel la réalité actuelle nous semble bien terne et qui nous empêche peut-être d'y discerner une nouvelle cohérence* à l'œuvre.

"Peut-être, s'est-on dit au cours du séminaire, peut-être faut-il prendre le risque d'une coupure radicale avec les anciens modèles pour y voir plus clair...". Pour nous aider dans cette démarche de rupture, un petit schéma sera sans doute bien utile (*voir figure 1*).

Sur cette figure, l'idéal de militance identifiant celle-ci à une adhésion de long terme est repris par le schéma du militant "lourd". Celui-ci vise un engagement de long terme par son adhésion à un mouvement porteur d'un projet de société et concrétise cet engagement par des actions réalisées au nom du mouvement et dans sa ligne.





Or, on assiste actuellement à l'émergence d'un nouveau schéma, habité de sa cohérence propre: il s'agit de l'idéal du militant "souple"

représente les nouveaux publics de l'EP dont l'engagement est motivé par la transformation d'un environnement immédiat et se concrétise par des adhésions à différentes organisations selon leur capacité apparente à apporter un appui à l'objectif de transformation identifié hors d'une ligne de mouvement. Autrement dit, l'acteur d'aujourd'hui vise des actions de transformation de sa situation de vie via des adhésions ponctuelles.

Nous pouvons dès lors mieux identifier le changement: l'acteur d'aujourd'hui croise les organisations d'action sociale plus souvent qu'il n'y demeure et il n'attend pas d'une appartenance monolithique la solution à ses problèmes. Ceci ne l'empêche pas de s'engager dans des actions collectives, mais sans que s'impose une discipline d'appartenance.

La question est donc: comment rejoindre l'acteur actuel dans cette nouvelle cohérence? Et comment donner sa légitimité aux attitudes d'abord décrites comme relevant d'une logique de court terme, d'appoint et d'adhésion ponctuelle, en dégénérescence par rapport à une militance d'hier décrétee "authentique"?

Une fois accompli ce renversement de perspective ("nous ne sommes pas en train de perdre une cohérence, mais en recherche de nouvelles formes de cohérence de l'action sociale"), on peut donner un sens nouveau à la situation actuelle: dépasser le décalage existant entre la formulation actuelle du projet social porté par les organisations et les demandes du terrain demande peut être compris comme le **signal positif** que les

pratiques concrètes d'EP exigent la recherche de nouvelles cohérences qui pourraient rétablir le relais avec les institutions d'action sociale.

Autrement dit, avec les changements dans la demande sociale, c'est *la capacité des organisations à intégrer ces demandes dans leur conception du processus d'EP* qui est en question³.

2. Réinventer des méthodes?

Les nouvelles attitudes des acteurs sociaux, ainsi que le décalage constaté entre des demandes ponctuelles spécialisées (dans des domaines comme le droit au travail, la sécurité sociale, etc.) et la nécessité ressentie d'une animation plus inductive suivant le rythme propre de chaque groupe ont entraîné un relatif sentiment d'insécurité des animateurs et formateurs par rapport à leur rôle dans le processus d'EP.

Ce sentiment d'insécurité est lié à des questions de méthode qu'on peut interpréter de deux manières: soit comme l'exigence d'une mise en question constante des méthodes utilisées, à un point tel que le formateur doit toujours jouer sans filet, sans repères précis et finit par mettre en question ses propres capacités comme formateur: il entre en *crise d'identité*; soit comme l'exigence d'un nouveau rapport du formateur avec le groupe et avec le processus d'EP, une exigence qui cette fois induit une *crise de rationalité*, car il est supposé que la manière actuelle de jouer son rôle est inappropriée et

³ Voir la deuxième partie de document pour les pistes concrètes proposées dans ce sens.

finalement peu efficace par rapport aux objectifs d'éducation permanente. Distinguer ces deux facettes est utile pour mettre en évidence que l'insécurité vécue n'est pas un simple malaise face au changement de mentalité ou de culture des acteurs sociaux, mais est déjà une prise en compte de l'exigence de cohérence inhérente du processus d'EP (aspect crise de rationalité).

Nous sommes ainsi conviés à un nouveau **renversement de perspectives**: *voir dans l'insécurité non l'indice d'une incapacité à répondre au changement, mais au contraire le signe qu'une recherche de cohérence est à l'œuvre dans cette insécurité qui constitue déjà comme telle, une réponse en terme d'attitude éducative.*

L'enjeu devient alors de **transformer cette insécurité en méthode** capable d'assumer l'incertitude, non comme accidentelle, mais comme inhérente au processus d'EP aujourd'hui.

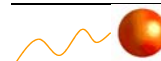
L'incertitude serait vécue différemment si l'on formalisait des méthodes de travail qui permettent de l'assumer dans un groupe, notamment grâce à la discussion sur les valeurs dans le respect mutuel des points de vue et l'acceptation des différences. C'est alors que le groupe qui a en charge de ses créer un lieu pour assumer sa cohérence, c'est-à-dire pour s'interroger sur le sens qu'il donne au processus qu'il est en train de vivre.

Traduire cette **méthodologie de l'insécurité** institutionnellement exigerait la création de lieux de recul où les animateurs et formateurs pourraient interroger la cohérence de leur action et son articulation avec celle affirmée par les organisations.

3. Qui détient le savoir en EP? Vers une expertise de nos pratiques...

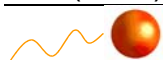
REBONDS

N°1 (1998)



Une autre piste de réflexion attire quant à elle l'attention sur l'acheminement institutionnel des demandes nouvelles du terrain. Selon les intervenants, les organisations apportent peut-être trop rapidement à ces nouveaux besoins une réponse en termes de formations spécialisées, là où une *expertise de mouvement* pourrait réinventer un nouveau projet d'animation sociale. Il s'agit là d'une manière concrète pour les organisations de faire droit à l'émergence d'une nouvelle cohérence possible des pratiques d'EP.

On voit ainsi émerger deux schémas d'acheminement des demandes d'animation dans une institution d'action sociale. Dans le premier cas, la demande est négociée avec un opérateur spécialisé de formation et on se met d'accord sur la réalisation d'un "produit". Seule est prise en compte la pertinence de la proposition de l'opérateur par rapport à la demande. Dans le second cas, la négociation est élargie à d'autres opérateurs impliqués dans l'EP et en contact avec l'institution gérant la demande. Cet élargissement permet de réfléchir à l'intégration de la demande dans le cadre plus général d'un processus d'Éducation permanente. Dans ce cas, on s'interroge aussi sur différentes manières de procéder et sur leur implication par rapport à d'autres demandes (connexes ou possibles).



II. PROPOSITIONS CONCRÈTES ET PISTES POUR LE TRAVAIL EN ATELIER

*L'EP comme "offre sociale" et
comme "relais social et politique"*

Finalement, le défi que rencontrent les pratiques d'EP est celui d'un "héritage novateur". Il s'agit en effet d'hériter de l'idéal d'EP d'une *citoyenneté active* qui fait encore largement consensus, en ré-inventant de nouvelles cohérences au départ des demandes concrètes émanant du terrain. L'EP remplit ainsi une double mission d'"offre sociale" qui l'invite à répondre de manière critique aux demandes concrètes et de "relais social" qui consiste à développer un projet cohérent destiné à influencer sur la pratique démocratique de notre pays.

Les propositions concrètes qui vont suivre tournent ainsi autour de deux grands axes qui se sont peu à peu dégager des discussions menées au séminaire: un **axe d'insertion** assurant le lien entre les organisations et le "terrain" et qu'on peut définir comme *"la capacité des organisations à s'insérer sur le terrain local, c'est-à-dire à participer, à se laisser interpellé et à acheminer ces interpellations jusqu'à l'élaboration de leur programmation interne"* et un **axe de cohérence** entendue ici comme la "culture de l'action", c'est-à-dire *les idées et représentations qui guident le choix d'un mode d'action et permettent d'intégrer les différents choix en fonction d'une conception plus générale de son action*. Il est important pour notre propos de comprendre que la cohérence renvoie à une tension d'innovation politique que l'on peut définir comme *"la capacité d'un ensemble de pratiques à transformer effectivement les manières de faire dans son environnement, à "faire tâche d'huile", en développant sa propre cohérence"*.

III. PROPOSITIONS CONCRÈTES ET PISTES POUR LE TRAVAIL EN ATELIER

Des analyses réalisées dans la première partie de ce document, nous dégagons six propositions concrètes en liant soit avec les méthodes d'EP, soit avec les possibles traductions au niveau institutionnel de la recherche par les animateurs et formateurs à la fois d'une réponse aux demandes du terrain qui soit en lien plus étroit avec le processus d'EP.

Dans le cadre des méthodes à réinventer

K1. Transformer l'insécurité d'animation en méthode de travail qui insistent sur les conditions d'une recherche de cohérence dans l'action collective

K2. Développer l'intuition des approches en termes de valeurs en rapport à la recherche de cohérence dans le processus d'EP

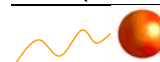
K3. Insister sur la "légitimité ouverte" des organisations (cohérence en devenir)

Concernant la traduction institutionnelle

K4. Offrir des lieux de recul aux animateurs pour échanger sur les problèmes rencontrés dans les actions spécifiques

K5. Élargir la négociation des demandes d'animation ou de formation à une expertise sur le lien avec l'EP

K6. Développer des réseaux d'expertise en EP pouvant réagir à des demandes de négociation.



Le Pôle de Philosophie sociale du Centre Interfaces

Les origines

Inauguré en mars 1999, le Centre Interfaces est une création conjointe de la Compagnie de Jésus et des Facultés Notre-Dame de la Paix à Namur. Il est organisé en deux pôles distincts : le *Pôle Pédagogique* est chargé d'assurer l'interface entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur et universitaire. Le *Pôle de Philosophie sociale* assure quant à lui l'interface entre la recherche universitaire en sciences humaines et le monde de l'action sociale.

Les personnes

Le Pôle de Philosophie sociale occupe une personne à temps plein, Muriel Ruol, engagée à la fois dans la recherche et la construction du projet.

Le Pôle Pédagogique comprend quant à lui 3 personnes, détachées de l'enseignement secondaire : Pascale Prignon, Barbara Dufour, Alain Maingain

Les objectifs

Le Pôle de Philosophie sociale a une double vocation de centre de recherche et de centre de formation. Il vise

- A contribuer, par ses activités, à la formation d'une conscience critique en société et à l'apparition de formes nouvelles de créativité collective dans l'espace politique ;
- A stimuler les interactions entre partenaires issus du monde universitaire et du monde de l'action sociale, débouchant si possible sur des initiatives et des productions communes.
- A développer une réflexion philosophique propre qui se positionne clairement dans les débats de société.

Le secrétariat

Est assuré par Stéphanie Médina

Pour recevoir « Rebonds », contactez-nous

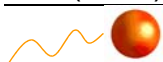
- Interfaces@fundp.ac.be
- <http://www.fundp.ac.be/institution/autser/interfaces/interfaces.htm>
- secrétariat : ☎ 081 - 72 51 97; fax 081 - 72 51 98

Les activités

Ces objectifs sont poursuivis à travers l'animation et l'organisation de formations de formateurs, de séminaires de recherche, de journées de réflexion et de colloques. Ces activités sont relayées par le journal Rebonds. Les résultats de la recherche sont publiés dans la série : Cahiers Philosophiques

Les partenaires

Le Pôle de Philosophie sociale interagit avec différents partenaires membres d'associations, formateurs et animateurs d'organismes d'Education permanente, chercheurs liés à divers centres universitaires, étudiants et enseignants.



Liste des publications

Série « Cahiers philosophiques »

N°1: *De la neutralisation au reconpement. John Rawls face au défi de la démocratie plurielle*, octobre 1999, 21 p.

N°2: *Pour en finir avec le « désenchantement du monde ». Démocratie et traditions dans la pensée de J.Rawls*, décembre 2000, 22 p.

N°3: *Pour une responsabilité citoyenne. Le concept rawlsien de « reconpement » peut-il éclairer l'événement de la Marche Blanche ?*, février 2001, 31 p.

N°4: *Former des citoyens responsables. Un défi pour l'enseignement, un défi pour l'action sociale*, mai 2001.

👉 Signalons que ce cahier, écrit en commun avec Pascale Prignon (Pôle Charnière) est à paraître également dans la série : *Cahiers pédagogiques* dont il constituera le n°8.

N°5: *Civisme et dés-engagement. Le citoyen face aux structures*, mars 1999, 10 p.

N°6: *Ingérence et non-ingérence. Sur un prétendu droit d'intervenir par humanité*, mars 2001, 9 p.

N°7: *Sens et non-sens de l'action solidaire. Partie 2. De la militance à l'engagement*, septembre 2000, 6 p.

Série « Rebonds »

N°1: *Suivre le mouvement ou ramer à contre-courant: le dilemme de l'Education permanente. Echos de la formation inter-mouvements du MOC*, octobre 1998, 8 p.

N°2: *Sens et non-sens de l'action solidaire. Partie 1. Le contexte. Une modernité en crise*, décembre 1998, 7 p.

N°3: *Le nouvel esprit du capitalisme. Partie 1. Un modèle de changement. Dossier préparatoire au colloque "Mondialisation et mutations du capitalisme"*, avril 2000, 11 p.

N°4: *Le nouvel esprit du capitalisme. Partie 2. Les étapes d'une recomposition. Dossier préparatoire au colloque "Mondialisation et mutations du capitalisme"*, juin 2000, 9 p.